

• (8.40 p.m.)

Sixièmement et en dernier lieu, je voudrais parler d'une industrie garantie qui va de pair avec un revenu garanti. Nous ne pouvons pas avoir l'un sans l'autre. L'industrie garantie signifie le renoncement aux manœuvres visant à séduire l'entreprise privée et la pousser à s'établir ici, là et ailleurs, grâce aux aumônes et aux stimulants offerts par le gouvernement qui croit avoir accompli ainsi son devoir.

Ottawa et les autres autorités fédérales, provinciales et municipales devront apprendre que lorsqu'une entreprise privée ne peut fournir des biens ou services parce qu'elle n'est pas rentable, le gouvernement et l'autorité publique devront prendre les choses en main.

Je termine dans un instant, monsieur l'Orateur, mais il faut agir et ces mesures devraient figurer dans le budget, tandis que le budget n'apporte rien à la nation, si ce n'est déception et désillusion pour l'immense majorité des citoyens et un désespoir toujours plus profond pour des milliers de gens qui ne voient aucun moyen d'en sortir. Les membres de notre parti ne peuvent faire autrement que de combattre de leur mieux ce renoncement à l'idée même d'une société juste.

[Français]

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, je désire remercier l'honorable député de Trois-Rivières (M. Mongrain) qui a parlé et discuté de problèmes qui ressemblent beaucoup à ceux dont je vais discuter ce soir. Il a parlé de l'industrie du textile et d'Air Canada. Plusieurs autres députés ont aussi traité des mêmes problèmes.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, si je participe au débat, c'est grâce à l'obligeance de mes collègues les députés d'Halifax-East Hants (M. McCleave) et de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall). La perte relativement importante de capacité industrielle due à la nouvelle politique de défense, qu'on a pu constater en Nouvelle-Écosse, surtout à Dartmouth, ajoutée au fait qu'un seul d'entre nous pouvait parler, les a persuadés de me céder la place. Je tiens à les en remercier, eux et leurs mandataires.

**Des voix:** Bravo!

**M. Comeau:** S'ils avaient pris la parole, je suis sûr qu'ils auraient formulé des observations sur la défense, les transports, probablement les postes et d'autres sujets importants. Monsieur l'Orateur, bien des faits récents nous

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

portent à nous demander s'ils résultent d'une politique intelligente du gouvernement, si le jeu de la politique y est pour quelque chose ou de quoi il s'agit au juste. Je pense aux nouvelles politiques de divers ministères qui élargissent l'écart entre les diverses régions canadiennes au lieu de le combler; j'énumérerai ces politiques tout à l'heure. Le budget, la plus récente de ces déclarations, accentue à coup sûr cet écart.

Il est clair que l'exposé budgétaire qu'a fait le ministre des Finances (M. Benson) sur la demande expresse du premier ministre (M. Trudeau) va augmenter le chômage. Ce qui m'inquiète, c'est que le gouvernement s'en prend encore une fois aux gagne-petit, aux pauvres, aux gens peu instruits; une fois de plus le premier ministre s'en prend à la population rurale; les pensionnés sont encore une fois malmenés; encore une fois le premier ministre pense juste aux riches dans sa société juste. Les jeunes gens sont encore une fois obligés de fuir vers la ville, mais aujourd'hui, ils se rendent compte que les perspectives de prospérité et de richesse n'y sont pas plus resplendissantes qu'ailleurs. Cette fois-ci les jeunes ruraux vigoureux partent pour la ville et deviennent des assistés sociaux.

Les riches, les fortunés, ceux qui sont hautement spécialisés et instruits n'ont pas de problème. Il est néanmoins intéressant de constater que même les diplômés d'université se butent à des obstacles et je pourrais citer des cas particuliers à la Chambre mais je m'en abstiendrai. Il est vrai que le ministère de l'Expansion économique régionale a été créé et qu'il a aidé bien des industries au Canada. Je remercie le ministre de ce qu'il a fait. J'ajouterais aussi que nous pourrions nous trouver en plus mauvaise posture si son ministère n'avait pas dégagé des fonds. Mais les efforts du ministre et de ses fonctionnaires sont sapés par les agissements de ses collègues. Ils se moquent du chômage et du Canada rural, comme de l'an quarante monsieur l'Orateur. Le premier ministre leur a dit de réduire leurs coûts.

Permettez-moi de vous citer des exemples précis. Nous avons le cas du ministre des Postes (M. Kierans). Monsieur l'Orateur, je ne sais que dire à son sujet. Il ne s'inquiète ni des gens ni des services postaux qu'il faut rendre aux gens. L'autre jour, on a signalé qu'un tel avait été le pire ministre des Postes jusqu'à ce que celui-ci arrive. Je me demande ce qu'il serait advenu s'il avait été élu premier ministre; mais je ne vais pas développer